

Annulation des festivités de réouverture de la bibliothèque Gabrielle-roy

Le Journal de Québec · 28 févr. 2024 · 16 · TAÏEB MOALLA – Avec la collaboration de Stéphanie Martin

Confrontée à une grève imminente des employés des bibliothèques municipales, la Ville de Québec a décidé d'annuler les festivités entourant la réouverture de la bibliothèque Gabrielle-roy qui auraient dû se dérouler du 1er au 3 mars. Cette annulation, qui déçoit le maire Marchand, coûtera 60 000 \$ aux contribuables.

Les 240 employés de l'institut canadien de Québec (ICQ), organisme qui a pour tâche de gérer les 26 bibliothèques de Québec, ont rejeté dimanche une « offre finale bonifiée » visant le renouvellement de leur convention collective. Ils seront donc en grève générale illimitée à partir du vendredi 1er mars, soit le jour même où les célébrations auraient dû débiter.

« L'avis de grève générale illimitée transmis par le syndicat des travailleurs rend impossibles l'organisation et la tenue des festivités dans les délais prévus », lit-on dans un communiqué de la Ville.

On ajoute que « la Ville se voit donc dans l'obligation d'annuler les festivités de réouverture au public ».

Mardi dernier, le maire de Québec, Bruno Marchand, assurait pourtant que les festivités auraient lieu, qu'il y ait grève ou pas. Il soutenait alors que « l'inauguration doit avoir lieu. C'est un travail colossal qui a été fait dans cette bibliothèque-là [...]. Il peut y avoir des lignes de piquetage, mais c'est pas parce qu'il y a des lignes de piquetage qu'on ne peut pas aller quelque part. »

Par ailleurs, l'administration Marchand communiquera ultérieurement avec la population pour l'informer des mesures de contingence qui seront mises en place dans les bibliothèques de Québec pour limiter l'impact du bris de service sur les citoyens.

Marchand veut rendre publique la vidéo de l'altercation

Les images ne montreraient pas de violence physique entre les conseillers, dit-il

Le Journal de Québec · 28 févr. 2024 · 12 · STÉPHANIE MARTIN

Le maire de Québec veut rendre publiques les images des caméras de surveillance qui ont capté l'altercation entre deux conseillers à l'hôtel de ville, et qui ne montreraient pas de « coup de torse », contrairement à ce que prétend un élu de l'opposition.



La saga du « coup de torse » se poursuit à l'hôtel de ville de Québec. Des membres du cabinet Marchand ont visionné les bandes vidéo des caméras de surveillance, qui ont capté l'altercation entre le conseiller de l'équipe du maire Steve Verret et le conseiller de la deuxième opposition Stevens Mélançon, le 6 février dernier, après la séance du conseil municipal. Bruno Marchand doit les regarder aujourd'hui, mais selon ce qui lui a été relaté, « les propos qui ont été rapportés, c'est pas ça qu'on voit sur les bandes ». M. Mélançon avait affirmé que M. Verret avait « foncé » sur lui, et qu'il lui avait donné un coup de poitrine.

« Ce que je souhaite, c'est qu'elles soient rendues publiques, si c'est possible – on va voir les contraintes légales, a dit le maire. Si c'est pas possible, [je veux] que les journalistes puissent les voir pour rapporter au public de façon neutre ce qu'ils voient. »

PLAINTE

Hier, Steeve Verret a porté plainte à la Commission municipale du Québec pour atteinte à sa réputation envers M. Mélançon et Alicia Despins. Cette dernière, élue de l'opposition officielle, avait rapporté la querelle dans les médias.

« On ne peut pas avoir des altercations, presque des batailles – on en est presque venus aux poings – dans les couloirs de l'hôtel de ville. Je pense que ça va trop loin », avait affirmé Mme Despins, spécifiant qu'elle n'avait pas elle-même été témoin de la prise de bec.

MARCHAND APPUIE VERRET

M. Marchand appuie la démarche de M. Verret, qui se sent « lésé ».

« Je comprends M. Verret. Si on l'accuse d'avoir posé des actions qu'il n'a pas posées, il a le droit de se défendre. »

Si les bandes montrent bel et bien qu'il n'y a pas eu de coup porté, les élus qui ont prétendu le contraire devront « se regarder dans le miroir », estime le maire. « Il y a des élus qu'on va devoir entendre sur comment ils se positionnent maintenant. »